

Handicap International mobilise les parlementaires contre les bombardements en zones peuplées

Lyon, 9 décembre 2020. Le 10 décembre Handicap International et ses partenaires PAX et Airwars organisent le webinaire « *Utilisation des armes explosives dans les opérations militaires internationales en Syrie et en Irak : Quel rôle les parlementaires peuvent-ils jouer pour une meilleure protection des civils ?* ». Cette réunion organisée pour les parlementaires français et allemands vise à les sensibiliser sur l'utilisation des armes explosives en zones peuplées et leurs conséquences dévastatrices pour les civils. Elle vise également à informer les parlementaires sur les moyens de s'impliquer dans le processus diplomatique actuel en vue d'un accord international contre les bombardements en zones peuplées. L'Allemagne et la France peuvent toutes deux jouer un rôle décisif dans ce processus.

Souligner le rôle central des députés en France et en Allemagne contre le bombardement en zones peuplées

Le webinaire « *Utilisation des armes explosives dans les opérations militaires internationales en Syrie et en Irak : Quel rôle les parlementaires peuvent-ils jouer pour une meilleure protection des civils ?* », organisé le 10 décembre, va rassembler des parlementaires français et allemands.

L'un des objectifs des organisateurs est de mobiliser les parlementaires afin qu'ils puissent faire pression sur leur gouvernement respectif. L'un des sujets de discussion sera ainsi le rôle concret que les parlementaires peuvent jouer dans le renforcement de la Déclaration politique internationale actuellement en cours de négociation contre les bombardements en zones peuplées. Un autre point de discussion sera également les collaborations à tisser entre les parlementaires allemands et français. Enfin, les moyens pour mieux protéger les civils contre l'impact des armes explosives seront également identifiés lors de ce webinaire, conformément à l'appel de 2019 du Comité international de la Croix-Rouge et du Secrétaire général des Nations unies¹:

« Les parlementaires ont un rôle à jouer dans le processus diplomatique actuel. Ils peuvent encourager les gouvernements français et allemand à soutenir pleinement ce processus diplomatique contre l'utilisation des armes explosives lourdes en zones urbaines. Après des réticences initiales, la France est maintenant impliquée dans le processus

/ Contact presse

Audrey Janvier

M. 06 98 65 63 94

M. a.janvier@hi.org

¹ En 2019, le Secrétaire général des Nations unies et le Président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ont lancé un appel aux parties prenantes à un conflit contre l'utilisation des armes explosives ayant des effets de grande portée dans les zones peuplées en raison de leur impact dévastateur sur les civils.

diplomatique, mais la position du gouvernement reste assez frileuse. Nous avons besoin des parlementaires pour qu'ils maintiennent la pression. Les parlementaires peuvent également sensibiliser l'opinion publique à l'urgence de résoudre ce problème humanitaire majeur et à parvenir rapidement à un accord international. Enfin, idéalement, nous aimerions initier un réseau franco-allemand de parlementaires capables d'influencer la décision de leur gouvernement afin d'élaborer une position cohérente qui aura un impact au niveau international. » explique Baptiste Chapuis, responsable plaidoyer de Handicap International.

La réunion en ligne sera l'occasion de discuter du nouveau rapport « *Seeing through the Rubble. The civilian impact of the use of explosive weapons in the fight against ISIS* » publié par PAX et Airwars. Ce rapport examine les effets immédiats et durables des armes explosives sur la population civile dans le contexte des opérations militaires internationales à Mossoul, Hawijah (Irak) et Raqqa (Syrie).

Les exemples tragiques et récents de la Syrie et de l'Irak

Les cas de Mossoul, Raqqa et Hawijah illustrent certains des derniers exemples tragiques des conséquences durables des bombardements de zones peuplées. Ces exemples soulignent l'urgence d'élaborer un accord international comportant des engagements clairs et forts contre l'utilisation de bombes lourdes dans les villes, les agglomérations et autres zones peuplées de civils. Cet accord international doit avoir des effets concrets sur le terrain en protégeant mieux les civils.

Raqqa a été décrite comme la ville la plus détruite des temps modernes. 11 000 bâtiments ont été détruits dans les combats pour s'emparer de la ville parmi lesquels huit hôpitaux, 29 mosquées, plus de 40 écoles et cinq universités. Comme le mentionne le rapport de notre partenaire Airwars : « Le temps nécessaire pour reconstruire la ville de Raqqa au cours des trois années qui ont suivi sa libération du Groupe Etat islamique démontre que, bien après l'arrêt des bombes, des armes explosives à large portée continuent de perturber et de blesser des civils. »

A Mossoul, au moins 9 000 civils auraient été tués par les différentes parties aux combats, et 700 000 autres personnes auraient été déplacées. Les fonctionnaires municipaux affirment que dans certaines parties de la ville, 80 % des bâtiments ont été détruits. Ainsi, lors de la première vague de la pandémie COVID-19 en 2020, Mossoul ne disposait plus que de quelques hôpitaux en état de marche pour desservir une ville de deux millions d'habitants...

« Les familles déplacées en permanence, la contamination de vastes zones par des restes explosifs, les blessures complexes et les traumatismes psychologiques à long terme ainsi que la forte dégradation des services essentiels - en particulier, les écoles et les centres de santé - auront des répercussions durables sur la vie des civils pendant des années après la fin du conflit. » explique Baptiste Chapuis, responsable du plaidoyer de Handicap International.

Vers une déclaration politique internationale pour faire cesser les bombardements en zones urbaines

Le processus diplomatique visant à parvenir à une déclaration politique internationale pour une meilleure protection des civils contre l'utilisation d'armes explosives en zones peuplées a débuté en octobre 2019. **À ce jour, plus de 70 États ont participé à la rédaction de la déclaration politique internationale.**

/ Contact presse

Audrey Janvier

M. 06 98 65 63 94

M. a.janvier@hi.org

Le projet de déclaration politique internationale en est à sa phase finale de négociation. Les États, les agences des Nations unies, les organisations internationales et la société civile devraient reprendre le processus diplomatique au printemps 2021 avec un dernier cycle de négociations. L'accord international devrait être proposé aux États pour approbation lors d'une conférence à Dublin en 2021.

Handicap International

Handicap International est une association de solidarité internationale indépendante, qui intervient depuis 35 ans dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et vulnérabilisées, elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie. Elle s'engage à promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux. Depuis sa création en 1982, Handicap International a mis en place des programmes de développement dans plus de 60 pays et intervient dans de nombreuses situations d'urgence. Le réseau de 8 associations nationales (Allemagne, Belgique, Canada, États-Unis, France, Luxembourg, Royaume-Uni et Suisse) œuvre de manière constante à la mobilisation des ressources, à la gestion des projets et au rayonnement des principes et actions de l'organisation. Handicap International est l'une des six associations fondatrices de la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL), colauréate du prix Nobel de la paix en 1997 et lauréate du Prix Conrad N. Hilton 2011. Handicap International agit et témoigne partout où « vivre debout » ne va pas de soi.

/ Contact presse

Audrey Janvier

M. 06 98 65 63 94

M. a.janvier@hi.org